**Radicalisation israélienne, cinq défis pour les pacifistes israéliens**

[Thomas Vescovi](http://www.middleeasteye.net/fr/users/thomas-vescovi)

16 février 2016



*Photo :* [*manifestation*](http://www.middleeasteye.net/news/behind-israel-s-campaign-vilify-peace-groups-968566518) *à Jérusalem pour demander la libération d’Ezra Nawi, une activiste israélienne qui aide les Palestiniens à lutter contre l’occupation (AFP).*

Ni déçue, ni découragée, la jeunesse palestinienne a enterré ces derniers mois les promesses d'Oslo et du « processus de paix ». La même évolution semble se dessiner côté israélien, aux dépens des défenseurs des droits, et au profit des nationalistes religieux

Israël accepte le jeu démocratique, à condition que ses participants ne s'attaquent pas au fondement de la structure coloniale du régime. Jusqu'à présent, les juifs pouvaient profiter de leur statut pour dénoncer, et agir contre, la politique de leur État. L'arrestation récemment de deux activistes israéliens, [Ezra Nawi et Guy Batavia](http://972mag.com/these-are-the-anti-occupation-activists-jailed-under-gag-order/116139/), pour leurs activités en faveur des Palestiniens, et l'annonce d'une [loi controversée sur le financement des ONG](http://972mag.com/israeli-govt-votes-to-support-bill-targeting-left-wing-ngos/115274/), illustrent cette évolution.

Les députés palestiniens [Haneen Zoabi, Basel Ghattas et Jamal Zahalka](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/guerre-des-couteaux-en-israel-trois-deputes-arabes-suspendus-de-la-knesset_1761717.html), élus à la Knesset, confirment cette tendance. Ils viennent d'être suspendus pour s'être rendus auprès de familles dont les maisons sont menacées du fait de la participation d'un de leurs enfants à des attaques aux couteaux contre des juifs israéliens.

En 2001, lorsque la violence de la seconde Intifada est à son paroxysme, 35 % des juifs israéliens se disent favorables à un transfert de la population palestinienne hors des frontières d'Israël. [En 2015, 58 % soutiennent cette proposition](http://www.middleeasteye.net/fr/opinions/la-mont-e-de-l-hyst-rie-anti-palestinienne-1825975065), tandis que [58 % estiment qu'il y a un apartheid dans leur pays, mais jugent normal à 59 % que les juifs soient prioritaires sur les Palestiniens](http://www.slate.fr/lien/63813/sondage-Israel-positions-racistes-nationalistes-segregationnistes).

Si la nouvelle génération palestinienne vient de s'inscrire dans un nouveau processus de lutte, où les acteurs d'Oslo sont invités à se repositionner ou à disparaître, la jeunesse israélienne semble tourner le dos à la question palestinienne, au profit de luttes internes. Chaque génération doit découvrir sa mission, la remplir ou la trahir, disait Fanon. Pour les juifs israéliens opposés à la colonisation et à l'occupation, cette mission comporte cinq obstacles de taille.

**Ramener le Palestinien au cœur de l'espace public**

Depuis 2001 et l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, une solution pragmatique est vendue aux Israéliens : puisque la cohabitation est impossible, la séparation amènera la paix.

À partir de cette logique, l'armée israélienne s'est retirée unilatéralement de la bande de Gaza, et un mur est élevé en Cisjordanie, où la colonisation s'intensifie. Pour l'establishment israélien, un Israël plus sûr de sa sécurité est plus à même de se développer et donc de faire jouir ses voisins de privilèges économiques.

En séparant Israéliens et Palestiniens, la conséquence majeure en Israël a été la montée dans la population d’un désintérêt pour la question palestinienne. Lors des législatives de 2015, seulement [9 % des juifs israéliens](http://fr.timesofisrael.com/le-cout-de-la-vie-en-tete-de-liste-dans-les-sondages/) considéraient l'obtention d'un accord de paix avec les Palestiniens comme devant être la priorité du prochain gouvernement

La nomination en 2007 de Salam Fayyad au poste de Premier ministre de l'Autorité palestinienne avait suscité l'engouement de la presse israélienne sur les prétendues réalisations économiques palestiniennes.

Or, si l'échec de la « paix économique » est aujourd'hui acté, la culpabilité, pour les Israéliens, n'est évidemment pas dans leur camp, mais liée aux groupes palestiniens dissidents de l'Autorité palestinienne, Hamas en tête, accusés d’être engagés aux côtés de l'Iran pour la « destruction d'Israël ».

Ainsi, les jeunes révoltés palestiniens des derniers mois sont présentés, au mieux comme des antisémites, au pire comme des alliés de Daech, la frontière entre ces deux affirmations étant par ailleurs assez floue.

Dans ce contexte, être Israélien et s'affirmer comme défenseur des droits des Palestiniens relèvent moins du courage politique que d'un choix assumé de vivre en marge de ses concitoyens.

**Parler « droit international » et « colonisation »...**

Près de 600 000 Israéliens peuplent les colonies de Cisjordanie, soit 7 % de la population. La carte mentale de l'Israélien moyen ne perçoit ni Ligne verte ni frontière : Jérusalem est le cœur d'un espace politique présenté comme israélien, comprenant à l'Ouest les « bobos libéraux » de la côte méditerranéenne symbolisée par Tel Aviv, et à l'Est une campagne peu hospitalière habitée par des religieux et/ou des pauvres. [Un Israélien sur deux a de la famille ou des proches amis qui vivent dans les colonies, et 40 % de l’état-major de l'armée israélienne y résident](http://television.telerama.fr/television/regardez-au-nom-du-temple-en-exclusivite-sur-telerama-fr%2C124664.php).

C'est un fait accompli qui est à l'origine de la droitisation du jeu politique. Des « implantations » dans le Sinaï à celles de Gaza, le démantèlement de ces colonies par Israël, en 1982 et 2005 respectivement, a toujours été émaillé d'affrontements avec les colons. Actuellement, aucun dirigeant politique israélien n'envisage sérieusement l'expulsion des centaines de milliers de colons de Cisjordanie.

Cela est lié d'une part à la crainte d'une guerre ouverte au sein de la société juive israélienne, et d'autre part à des attentes électorales. Si un candidat aux élections israéliennes fait campagne pour le respect total du droit international, et donc l'expulsion de ces colons, il entame sa campagne avec au minimum 500 000 voix de retard. [L'étude d'une carte électorale](http://jewschool.com/2015/03/36491/israel-votes-2015-an-interactive-map-of-election-results/) des dernières législatives montre assez clairement que dans la quasi-totalité des colonies, le Likoud de Netanyahou et HaBayit HaYehudi (Le Foyer juif), le parti sioniste religieux dirigé par Naftali Bennet, sortent largement vainqueurs.

Pour espérer rester dans la course, la gauche sioniste, moins néo-libérale que la droite mais tout autant sioniste, doit s'aligner. Isaac Herzog, leader des travaillistes israéliens, l'a bien compris. En 2015, il a fait front commun avec la centriste Tzipi Livni sous la bannière du « Camp sioniste », en proposant non pas une fin de la colonisation mais sa réorientation aux dépens des colonies isolées à proximité de villes palestiniennes et au profit des grands blocs de Jérusalem-Est et Bethléem.

**… et l'exposer en public**

[Entre 70 et 75 %](http://www.plateforme-palestine.org/Colonies) des habitants israéliens de Cisjordanie sont des « colons économiques », à la recherche d'avantages sociaux et de logements bradés. Parmi les 25 % restants, se mêlent communautés religieuses et nationalistes religieux. Si les premiers aspirent à vivre à proximité des lieux saints de Cisjordanie, les seconds s'illustrent régulièrement par leurs violences et expéditions punitives contre les villages palestiniens. Certains de leurs actes sont dénoncés par la classe politique israélienne, essentiellement lorsqu'ils coûtent la vie à des Palestiniens et que la presse étrangère s'en empare. La majorité de leurs exactions demeurent néanmoins inaperçue pour la grande majorité du public tant israélien qu’international. Or, il ne faut pas perdre de vue le rôle de ces groupes dans la colonisation.

[Selon l'organisation israélienne Yesh Din](http://www.bastamag.net/Palestine-ces-villages-qui-vivent-sous-la-menace-des-colons-violents), de 2006 à 2014, les attaques de colons ont été multipliées par 4, pour un total de 2 100, soit une toutes les 36 heures. Dans 98,1 % des cas, les plaintes déposées par les Palestiniens sont classées sans suite. Quiconque parcourt la Cisjordanie peut rencontrer des villages, des familles, qui, suite à des attaques répétées de colons, protégés par l'armée, préfèrent ne plus s'aventurer dans une plaine, près d'une source d'eau ou de cultures agricoles, permettant à la colonisation de se poursuivre.

C'est une conquête silencieuse menée par des groupes qui agissent en toute impunité, faisant le sale boulot que la droite comme la gauche sioniste ne préfèrent pas voir.

**Converger avec les juifs orientaux**

De 1948 à la fin des années 1970, 600 000 juifs du monde arabe quittent leur pays, de gré pour certains, de force pour d'autres, et s'installent en Israël. Arabes de confession juive, ils sont invités à « être juifs », dénaturés de toute arabité, et se retrouvent pris en étau entre la population palestinienne d'Israël, au bas de l'échelle sociale, et les juifs ashkénazes, aux commandes de l’État. Les travaillistes israéliens assurent leur propre hégémonie politique grâce au soutien des habitants des kibboutzim, des libéraux des zones urbaines et des Palestiniens d'Israël qui espèrent, en soutenant majoritairement la « gauche sioniste », être mieux traités que par une droite qui ne masque pas ses intentions.

Après un soutien timide à la gauche sioniste, et espérant participer à la direction de l’État, la majeure partie des juifs orientaux s'engagent en faveur de la droite israélienne. En 1977, 80 % des juifs orientaux soutiennent Menahem Begin (Likoud) dans sa victoire historique aux législatives. S'affirmer plus juifs que les libéraux laïcs, plus anti-Arabes que la droite belliqueuse, telle est leur ambition en vue d’assurer leur pleine intégration.

En 2015, l'union entre les partis arabes et les mouvements juifs antisionistes a boosté la participation des Palestiniens d'Israël, qui composent 20 % de la population, aux élections législatives. Le jour du scrutin, à la mi-journée, Netanyahou a invité son électorat à se rendre aux urnes via un tweet explicite : « Les Arabes votent en masse ». C'était un appel clair lancé aux juifs orientaux pour qu’ils manifestent leur soutien à la droite nationaliste, au risque de voir des « mouvements pro-arabes » gagner en influence.

**De l’État d'Israël à l’État du peuple juif, refuser le choc des civilisations**

Originellement, Israël s'est fondé dans un esprit collectif, avec des formes assez fortes de solidarité entre juifs. Les politiques néo-libérales orchestrées depuis les années 1990, et accentuées par les gouvernements Netanyahou, ont détricoté la solidarité étatique comme sociétale, au profit de l'individualisme. Entre paupérisation et accroissement des inégalités, les Israéliens ont massivement soutenu les Indignés de 2011, et mis en lumière les fissures du ciment idéologique qui guidait les premières générations.

À l'image d'autres sociétés occidentales en crise, une partie de l'intelligentsia israélienne décide de puiser dans l'Histoire une identité collective : si l'avenir est instable, tâchons d'inventer un passé commun pour avancer. Cette réorientation idéologique suit deux axes.

D'une part, après le 11 septembre 2001, Israël n’exige plus d'être reconnu en tant qu’État à part entière mais comme [l’État du « peuple juif »](http://orientxxi.info/magazine/l-impossible-definition-de-l-etat-juif%2C0583). L'objectif est de s'inscrire dans le choc des civilisations prôné par les néo-conservateurs américains : judéo-chrétiens contre musulmans, Occident contre Orient. Les jeunes recrues ne doivent plus s'engager pour défendre le pays mais pour participer à une lutte globale contre le terrorisme, dont Israël serait à l'avant-garde. Les F16 qui bombardent Gaza lutteraient contre le même ennemi qui a frappé New-York en 2001, et Paris en 2015.

D'autre part, pour aller au bout de la logique, le Likoud renforce ses alliances avec des mouvements nationalistes religieux, et engage une recomposition de l'appareil étatique : Noam Sohlberg, nouveau juge à la Cour suprême, Yossi Cohen, nouveau directeur du Mossad, Yoram Cohen, directeur du Shin Beth, Avichai Mendelblit, nouveau procureur général, [Roni Alsheikh](http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/le-nouveau-chef-de-la-police-isra-lienne-vient-d-un-univers-obscur-1623309123), nouveau directeur de la police israélienne, sont tous, à quelques nuances près, des religieux. Ils ne pensent pas en termes politiques, mais civilisationnels, voire messianiques.

À la lutte historique entre libéraux et conservateurs, semble donc succéder une opposition bien plus radicale entre laïcs et nationalistes religieux. Celle-ci était déjà bien présente lors de la campagne des législatives de 2013, mais fut mise en sourdine en 2015.

La recomposition de l'échiquier politique israélien autour de cette lutte n'a de cohérence que si les opposants au régime actuel articulent leur revendication laïque avec les droits des Palestiniens. [Les dernières déclarations d’Isaac Herzog](http://www.middleeasteye.net/columns/israels-labour-opts-apartheid-1081166112), prônant la séparation et « la sécurité des Israéliens avant tout », confirment bien que si ce front peut se former, c’est hors du champ politique sioniste.

***- Thomas Vescovi*** *est étudiant-chercheur en histoire contemporaine. Il est l’auteur de* Bienvenue en Palestine *(Kairos, 2014) et* La Mémoire de la Nakba en Israël *(L’Harmattan, 2015).*

*Les opinions exprimées dans cet article n’engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de*Middle East Eye*.*